

PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES COURS D'EAU

—

ECHANTILLONNAGE DE L'ICHTYOFAUNE

-

MARCHE N°2025-06

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTEXTE	4
1.1 Contexte général	4
1.2 Exigences de qualité.....	4
ARTICLE 2 - DEFINITIONS	5
2.1 Station de mesure (concept SANDRE)	5
2.2 Point de prélèvement (concept SANDRE).....	5
ARTICLE 3 - OBJET DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 4 - CADRE GENERAL DES PRESTATIONS	6
4.1 Prestations attendues.....	6
4.2 Méthodes et principes d'échantillonnage	7
4.3 Matériel de prélèvement.....	7
ARTICLE 5 - PREPARATION DES OPERATIONS D'ECHANTILLONNAGE	9
5.1 Calendrier prévisionnel des opérations	9
5.2 Demandes d'autorisation.....	9
5.3 Pré-visite des points de prélèvement	10
ARTICLE 6 - COLLECTE DES DONNEES	12
6.1 Période et conditions d'échantillonnage	12
6.2 Accès aux points de prélèvement	12
6.3 Repérage et étapes préparatoires.....	13
6.4 Réglage du matériel.....	14
6.5 Fiches de terrain	15
6.6 Organisation des ateliers d'échantillonnage et de biométrie	16
6.7 Spécificités de l'atelier « biométrie »	17
6.8 Collecte de données et d'informations complémentaires après l'échantillonnage....	18
6.9 Collecte d'échantillons de poisson pour le suivi des substances dans le biote	18
ARTICLE 7 - SECURITE DU PERSONNEL, RISQUE SANITAIRE ET BIEN-ÊTRE ANIMAL	19
7.1 Sécurité du personnel	19
7.2 Risque sanitaire	20
7.3 Bien-être animal	20
7.4 Conservation des sous-échantillons	22
ARTICLE 8 - LIVRABLES ATTENDUS.....	22
8.1 Compte-rendu succinct de terrain et fiche terrain	22
8.2 Photographies	23
8.3 Modalités de restitution des livrables.....	25
8.4 Intégration des données - ASPE	25

ARTICLE 9 - ECHANGES AVEC L'OFB	26
ARTICLE 10 - QUALITE.....	28
10.1 Démarche qualité	28
10.2 Composition des équipes.....	29
10.3 Contrôle qualité.....	29
ARTICLE 11 - EVOLUTION DES OUTILS ET METHODES	30
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES	30
ARTICLE 13 - DOCUMENTS DE REFERENCE	30

ARTICLE 1 - CONTEXTE

1.1 Contexte général

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE), un programme de surveillance a été établi pour suivre l'état écologique (ou le potentiel écologique) et l'état chimique des eaux douces de surface. Ce programme comprend plusieurs volets dont le contrôle de surveillance qui est destiné à donner une image de l'état général des eaux, notamment à l'échelle européenne. Cela est retranscrit, au niveau français, pour les eaux douces superficielles par l'arrêté du 26 avril 2022 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement.

Au titre de l'arrêté du 19 octobre 2018, approuvant le schéma national des données sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement et des schémas annexes des systèmes d'informations métiers, les agences de l'eau, responsables de la production des données d'observation de l'ensemble des éléments de qualité des eaux, s'appuient sur l'OFB pour la mise en œuvre des contrôles de surveillance pour les éléments de qualité biologiques (poisson) et hydromorphologiques des cours d'eau et plans d'eau.

1.2 Exigences de qualité

Les données relatives à l'état biologique des milieux aquatiques sont fortement soumises aux variations interannuelles, saisonnières et géographiques. De plus, de par la nature même des opérations de collecte des données, l'efficacité des protocoles techniques utilisés est largement dépendante de l'opérateur chargé de les mettre en œuvre.

Les réseaux de surveillance dans le cadre desquels ces données sont collectées contribuent à la définition des politiques publiques de protection et de reconquête de l'état des milieux. C'est notamment dans cet objectif que la DCE impose aux Etats membres le respect de procédures normalisées assurant la qualité des données produites.

Pour répondre à ces exigences de qualité et tenir compte des spécificités propres aux données hydrobiologiques, il est essentiel que leur production s'appuie sur des protocoles précis de prélèvement et de traitement des échantillons dont la mise en œuvre rigoureuse constitue le principal gage de qualité et de fiabilité.

Le nécessaire contrôle de la qualité des prestations, objet du présent marché, exige donc une vigilance toute particulière quant au respect des prescriptions techniques du présent CCTP et des normes et documents méthodologiques auxquels il fait référence, à la qualification du personnel chargé des

opérations, aux procédures de contrôles et de vérifications des résultats, mais aussi aux conditions de réalisation sur le terrain (sécurité des opérateurs et précautions sanitaires).

ARTICLE 2 - DEFINITIONS

2.1 Station de mesure (concept SANDRE)

La station de mesure est un espace sur un cours d'eau, un lac, un canal, etc. au sein duquel peuvent être effectués des mesures ou des prélèvements sur divers supports : prélèvements d'eau en vue d'analyses physico-chimiques ou microbiologiques, prélèvements de sédiments, prélèvements et/ou relevés hydrobiologiques etc. afin de déterminer la qualité des milieux aquatiques à cet endroit. Ces différents supports présentant chacun des contraintes propres seront prélevés sur des sous-espaces spécifiques de la station désignés par le terme "point de prélèvement" et définis ci-après.

Dans le cas des plans d'eau, l'ensemble du lac ou de la retenue est assimilé à une et une seule station.

La station de mesure est identifiée de manière univoque par un code. Elle est également communément désignée par un libellé unique comprenant le nom du cours d'eau ou du plan d'eau et un nom de commune (éventuellement complété par un nom de lieu-dit ou autre), sur le modèle :

« LE XXX A YYY (ZZZ) » où :

« XXX » est le nom du cours d'eau ou du plan d'eau ;

« YYY » est le nom de la commune

« ZZZ » est une information complémentaire facultative (lieu-dit, amont-aval, etc.) destinée, le cas échéant, à distinguer plusieurs stations sur la même commune.

2.2 Point de prélèvement (concept SANDRE)

Le point de prélèvement est un sous-espace particulier de la station choisi pour le prélèvement d'un "support" donné (prélèvement d'eau, de sédiments, de macroinvertébrés, de diatomées, relevé de macrophytes, etc.). Il peut s'agir d'un point pour certains supports (prélèvement d'eau), d'un tronçon de cours d'eau ou encore d'un « nuage » de placettes au sein duquel sont réalisés plusieurs prélèvements élémentaires. Il est clairement identifié et localisé.

Une station contient donc généralement plusieurs points de prélèvement correspondant à des supports différents. Cependant, dans un objectif de gestion des chroniques de données sur plusieurs années, elle peut également comporter plusieurs points de prélèvement pour un même support, par exemple en cas de déplacement d'un point au sein de la station suite à une modification des conditions locales (lieu d'un rejet, construction d'un ouvrage, etc.). Il découle de cette considération le fait que tout changement de

point de prélèvement, même mineur, à l'intérieur d'une même station, doit être réalisé moyennant un certain nombre de précautions préalables et doit impérativement être signalé afin que l'historique de ces changements soit traçable.

ARTICLE 3 - OBJET DES PRESTATIONS

Les prestations du présent marché ont pour objet l'acquisition de données hydrobiologiques par prélèvements sur les masses d'eau (cours d'eau) de l'ensemble du territoire métropolitain dans le cadre de la mise en œuvre du programme de surveillance défini par l'arrêté du 26 avril 2022. Il concerne le recueil des données poissons, y compris les espèces de lamproies et d'écrevisses, organismes inclus par la suite sous le terme générique « poissons ». Les prélèvements hydrobiologiques et le recueil des données mésologiques associées seront majoritairement réalisés sur des stations des réseaux du programme de surveillance. Pour chaque station, l'échantillonnage est effectué au niveau du point de prélèvement, préalablement identifié et localisé.

ARTICLE 4 - CADRE GENERAL DES PRESTATIONS

4.1 Prestations attendues

Le présent marché concerne les lots et les régions présentés dans le tableau de l'annexe 1 au CCTP. Les prestations comprennent :

- la programmation de la campagne d'échantillonnage ;
- les demandes d'autorisations de réalisations de pêches scientifiques auprès des autorités compétentes et les demandes d'autorisations d'accès aux parcelles privées et si besoin la recherche préalable des coordonnées des propriétaires concernés ;
- la reconnaissance en amont de la campagne des points de prélèvement pour garantir le bon déroulement du jour de l'opération ;
- la préparation de l'opération d'échantillonnage au point de prélèvement indiqué ;
- la réalisation de l'opération d'échantillonnage par mise en œuvre d'un protocole de pêche à l'électricité réalisé à pied ou/et en bateau ;
- la biométrie (identification, le tri et la mesure) du matériel biologique recueilli ;
- le prélèvement de matériel biologique à des fins d'analyses chimiques (sur certaines stations définies par l'OFB) ;
- le recueil de données mésologiques ;

- la saisie des données, leur restitution selon les formats définis et la transmission des documents afférents à chaque opération.

Liste des points de prélèvement potentiels à inventorier et volumétrie

La liste des points de prélèvement potentiels est précisée pour chaque lot en annexe 2. Cette liste est fournie à titre indicative. Les points y figurant ne seront pas obligatoirement échantillonnés au cours du marché tout comme des points n'y figurant pas pourront faire l'objet d'une commande.

La liste des points à échantillonner sera communiqué par la DR de l'OFB référente à chaque commande avec les informations nécessaires au bon déroulement des opérations.

La volumétrie potentielle (indicative) d'opérations par lots et par type de protocole est précisée dans le détail quantitatif estimatif.

Les périodes d'échantillonnage potentielles pour chaque lot, sur la base des réalisations 2022-2024, sont précisées en annexe 3.

4.2 Méthodes et principes d'échantillonnage

Les méthodes d'échantillonnage utilisées dans le cadre des prestations réalisées au titre du présent marché doivent être conformes aux prescriptions de la norme XP T90-383 (mai 2012), qui décrit les méthodes d'« Echantillonnage des poissons à l'électricité dans le cadre des réseaux de suivi des peuplements de poissons en lien avec la qualité des cours d'eau » et aux recommandations du « Guide pratique pour la mise en œuvre des opérations de pêche à l'électricité dans le cadre des réseaux de suivi des peuplements de poissons » (ONEMA, 2012 – annexe 12).

Dans le cas où la norme viendrait à être révisée, le titulaire du marché devra se conformer aux nouvelles prescriptions à la demande du pouvoir adjudicateur. Ces adaptations ne feront pas l'objet de complément financier lorsqu'elles n'engendreront pas de coût significatif pour le titulaire et sont réputés inclus au présent marché.

Passages supplémentaires en pêche complète – (cas de l'UO 2.b)

Attention, pour la réalisation des pêches complètes, il pourra être demandé en plus du premier passage la réalisation de passage supplémentaires. La réalisation ou non ainsi que le nombre de passage supplémentaire sera défini dans la programmation annuelle transmise par la DR de l'OFB au titulaire.

4.3 Matériel de prélèvement

Le matériel de prélèvement utilisé doit être conforme aux prescriptions techniques fixées par :

- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Arrêté du 2 février 1989 portant dérogation aux prescriptions des articles 11 et 16 du décret du 14 novembre 1988 pour l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;
- Code du travail, plus particulièrement la quatrième partie « santé et sécurité au travail » - Livre III « équipement de travail et moyens de protection » partie législative et réglementaire ;
- Décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 relatif à la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ;
- Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques, en référence à la norme NF EN IEC 61000-6-1;
- Disposition des normes en vigueur, notamment : la norme NF EN 60335-2-86/A2 relative aux règles particulières pour les équipements électriques de pêche. entrant dans le champ d'application de la Directive Basse Tension n° 2006/95/CE et de la Directive 2014/35/CE relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à dispositions sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Le matériel de prélèvement utilisé doit être systématiquement de type « groupe moteur thermique-générateur de courant alternatif associé à un dispositif redresseur ». Le prestataire s'assurera, que le matériel dont il dispose permet de réaliser les échantillonnages sur l'ensemble de la gamme de conductivité des points de prélèvement du lot pour lequel il a été retenu.

Pour la réalisation de l'ensemble des prestations dont il est titulaire, le prestataire veillera à utiliser un matériel dont les caractéristiques restent constantes et identiques à celles décrites dans son offre technique. Tout changement de matériel en cours d'exécution du présent marché devra obligatoirement faire l'objet d'un accord de l'OFB préalablement à son utilisation.

Différentes informations relatives aux matériels seront à relever et renseigner. Elles sont précisées dans le guide pratique (ONEMA, 2012 – annexe 12), dans les fiches opérations en annexe 5 et dans le paragraphe qui suit.

Le candidat tachera de décrire dans sa proposition technique le matériel employé, mais également les cas d'utilisation au regard des différents protocoles mis en œuvre et des spécificités mésologiques.

ARTICLE 5 - PREPARATION DES OPERATIONS D'ECHANTILLONNAGE

5.1 Calendrier prévisionnel des opérations

Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) semaines pour fournir son planning suite à la fourniture par la direction régionale gestionnaire du lot (intitulée « DR » dans la suite du CCTP), de la programmation annuelle. Si nécessaire et sous réserve de la validation de la DR, ce délai pourra être étendu.

Ce calendrier précise les dates et horaires d'intervention pour chaque point de prélèvement.

La validation du calendrier prévisionnel des opérations d'échantillonnage par la DR de l'OFB concernée intervient au maximum dans un délai d'un (1) mois après la proposition de calendrier prévisionnel. Une fois validé, le calendrier doit être tenu à jour par le prestataire et mis à disposition à l'OFB. Tout changement apporté au calendrier (hors cas de force majeure) doit faire l'objet d'une consultation préalable de l'OFB pour validation au minimum deux (2) semaines avant le début de l'opération concernée.

Nombre d'opérations par jour

La préparation du calendrier prévisionnel des opérations doit tenir compte du nombre maximal d'opérations d'échantillonnage réalisées quotidiennement par chaque équipe mobilisée par le prestataire.

Cette limite est fixée à 2 opérations par jour exception faite des pêches complètes à 1 anode ou 3 opérations peuvent être menées sous réserve de la validation par la DR de l'OFB.

5.2 Demandes d'autorisation

Il appartient au prestataire d'obtenir toutes les autorisations nécessaires, en tant que de besoin, pour les conditions d'accès et la réalisation des interventions sur les points de prélèvement.

La demande d'autorisation réglementaire sera transmise aux services compétents (généralement DDT) au plus tard trois (3) mois avant le début des campagnes, sous réserve que la programmation ait été communiquée suffisamment tôt par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas contraire les autorisations devront être transmises dès que possible et au plus tard dans un délai de trois (3) semaines après la transmission de la programmation. La DR devra être tenue informée d'un éventuel point de blocage.

Le titulaire devra se conformer à l'ensemble des prescriptions des arrêtés préfectoraux. Avant le démarrage de la campagne d'échantillonnage, soit avant la première opération de pêche et en conformité avec les prescriptions des arrêtés préfectoraux, le prestataire sera en charge de prévenir les propriétaires, les gestionnaires notamment les fédérations départementales de pêches et de protection

des milieux aquatiques (FDAAPPMA), les associations agréées pour la pêche et la protection de milieux aquatiques (AAPPMA), les services déconcentrés de l'état, ainsi que les services départementaux (SD) de l'OFB, de leurs interventions sur le terrain.

Le titulaire se conformera aux prescriptions éventuelles des propriétaires et/ou des gestionnaires des terrains sur lesquels il intervient. Les réponses aux différentes demandes d'autorisation ou d'informations du titulaire du marché devront représenter un coût nul pour les propriétaires privés (envoi d'enveloppes timbrées, etc.).

La transmission des résultats des opérations aux propriétaires riverains ne sera pas à la charge du titulaire du marché. Toutefois l'OFB se réserve le droit de lui demander d'inclure un mode opératoire de récupération des résultats dans la demande d'autorisation d'accès aux propriétés faites en amont des campagnes.

5.3 Pré-visite des points de prélèvement

Campagne de pré-visite des points de prélèvement – UO 1.a

Le titulaire du marché se chargera de mener une campagne de pré-visite des points de prélèvement, dans des conditions hydrologiques adaptées à la pratique de la pêche à l'électricité, afin de s'assurer que le protocole est applicable sur le point de prélèvement considéré.

A minima :

- La campagne de pré-visite se déroulera la première année d'échantillonnage des points de prélèvement et s'effectuera une fois par point de prélèvement au cours de la durée totale du marché.
- Pour un point de prélèvement donné, **un (1) mois minimum avant la date prévue de l'opération de pêche**, pour permettre éventuellement la modification de la localisation du point de prélèvement, sa validation et l'obtention des autorisations adéquates.

A noter qu'en concertation avec le titulaire du marché, la DR de l'OFB se réserve le droit de commander ou non ce type de prestation. Dans le cas où ce type de prestation ne serait pas commandé, le titulaire du marché ne pourra être tenu responsable d'une incapacité à réaliser la prestation pour des raisons potentiellement identifiables par une campagne de pré-visite.

Modification d'un point de prélèvement – UO 1.b

Si la localisation du point de prélèvement fournie par l'OFB n'était plus adaptée à l'échantillonnage du peuplement de poissons dans des conditions correctes (techniques, accessibilité et sécurité), le

prestataire est tenu après validation par la DR de l'OFB concernée, de procéder à la recherche d'un point de prélèvement de remplacement dans les trois (3) semaines après la première visite. La fiche point de prélèvement finale devra être fournie dans ce laps de temps. La localisation de ce dernier doit garantir une pertinence et une représentativité équivalente au point de prélèvement initial ainsi que la faisabilité de l'échantillonnage dans les conditions définies par le protocole.

Fiche point de prélèvement – compris dans UO 1.a et UO 1.b

A l'issue de toute pré-visite (initiale ou non, avec ou sans recalage du point de prélèvement), le titulaire transmettra une fiche « point de prélèvement » comprenant les caractéristiques principales et le schéma du point de prélèvement d'après un modèle fourni par l'OFB (annexe 4). Pour la réalisation de cette fiche, le titulaire doit :

- s'assurer que les coordonnées géographiques de la limite aval du point de prélèvement sont accessibles et cohérentes avec la mise en œuvre des protocoles de terrain ;
- noter le point d'accès ;
- mentionner des repères de référence éventuels (par exemple : X m en aval du pont XXX, marque jaune en rive droite à l'aplomb de la maison, etc.) ;
- mentionner toute observation utile au jour des prélèvements (localisation de la biométrie, points d'attention, ...) ;
- prendre des photos numériques (résolution : minimum 3 mégapixels ; format : JPG) permettant de visualiser les vues aval et amont de la limite aval du point de prélèvement (les modalités de nommage des photos sont détaillées dans l'article 8.1). Sur les différentes photos, la limite sera matérialisée par du matériel de couleur vive (piquets, peinture forestière, plots, ...). Le titulaire doit également prendre une photo numérique des points de vue suivant : accès à la station, zone probable de réalisation du chantier de biométrie et mise à l'eau (pour les pêches utilisant une embarcation). Les photos doivent permettre de distinguer différents repères visuels utiles à la localisation du point de prélèvement.

L'objectif de cette phase, rappelons-le, est de s'assurer que les caractéristiques du point de prélèvement sont cohérentes avec la programmation et permettent la réalisation d'une opération dans des conditions suffisantes de sécurité suivant les prescriptions techniques établies.

ARTICLE 6 - COLLECTE DES DONNEES

6.1 Période et conditions d'échantillonnage

Dans le cadre des réseaux de suivi, une période d'échantillonnage précise peut être à respecter afin de garantir une cohérence dans les chroniques de données. La programmation des opérations par le titulaire devra prendre en compte les recommandations de période d'échantillonnage de la DR.

Il est rappelé que de façon générale, les échantillonnages doivent être effectués en période de basses eaux, pour permettre une bonne efficacité de la pêche, et au moment où la capture et l'identification des jeunes poissons de l'année des espèces les plus caractéristiques du type de cours d'eau étudié sont possibles. Ces conditions sont précisées dans le guide pratique (ONEMA, 2012 – annexe 12).

Il appartient au titulaire de s'assurer que les conditions météorologiques et hydrologiques des cours d'eau concernés par les campagnes de prélèvements sont compatibles avec leur bonne réalisation. Pour cela en amont de chaque opération et à des pas de temps pertinents (jour/semaine) le titulaire se renseignera, sur les conditions météorologiques et hydrologiques figurant sur les sites d'information en ligne (sites Météo France, Vigicrue, banque Hydro, etc.) afin d'anticiper toute difficulté. Le cas échéant, le prestataire devra se rapprocher sans délai de la DR.

6.2 Accès aux points de prélèvement

Le prestataire est tenu de mettre en œuvre les moyens matériels et humains lui permettant :

- d'accéder le plus près possible du site avec les véhicules et leurs attelages éventuels, dans le respect des règles de sécurité, du code de la route et des autorisations spécifiques d'accès ; certaines situations peuvent exiger l'usage de véhicule 4x4 ;
- lorsque le prélèvement se fait à pied, de marcher depuis la zone de stationnement avec le matériel nécessaire, sans mise en danger des opérateurs, ni dégradation des abords ou des installations étant précisé que l'accès peut parfois être délicat et/ou difficile ;
- lorsque les opérations nécessitent l'usage d'une embarcation, de porter celle-ci y compris en franchissant un éventuel talus ; certaines situations peuvent exiger l'usage d'une embarcation légère pour faciliter la mise à l'eau.

Le titulaire doit impérativement prendre en compte les conditions d'accès pour assurer la réalisation de l'opération. En cas d'impossibilité d'accès aux points de prélèvement dans les conditions spécifiées, il est tenu d'en informer la DR de l'OFB concernée et de procéder à la recherche d'un point d'accès de remplacement.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux propriétaires en raison de son accès ou de son passage sur le point de prélèvement.

6.3 Repérage et étapes préparatoires

Liste des stations et points de prélèvement

L'annexe 2 précise notamment la localisation (coordonnées géographiques de la limite aval du point de prélèvement), les protocoles mis en œuvre ainsi que la longueur à prospecter pour chaque point de prélèvement. Cette liste pourra être révisée à la notification du marché. Elle est ici fournie à titre indicative.

Etape préparatoire sur site

Le jour de l'opération et préalablement à l'échantillonnage, le titulaire :

- réalisera un repérage du point de prélèvement afin de s'assurer de la localisation, des conditions d'accès et plus généralement des conditions opérationnelles.
- relèvera également sur le terrain les informations nécessaires au bon déroulement de l'opération de pêche à l'électricité mentionnées dans les fiches opérations fournies en annexe 5 (cf. article 6.5) du présent marché. Ces informations complémentaires sont de type : localisation du point de prélèvement, conditions de prélèvements, mesures des caractéristiques physiques du milieu, mesures physico-chimiques...

L'ensemble des mesures sont réalisées directement in situ en utilisant un matériel parfaitement fonctionnel et adapté aux caractéristiques physiques du point de prélèvement.

Attention, cette étape n'est pas une « pré-visite » tel qu'indiqué dans l'article 5.3 et ne peut faire l'objet de l'UO 1.a.

Cas particuliers : réalisation et reports

Lors d'une opération d'échantillonnage, le prestataire doit informer la DR de l'OFB dans le cas où la réalisation de la prestation sur le terrain :

- s'avérerait manifestement atypique (non représentative des conditions à priori habituelles du site d'échantillonnage : pollution, turbidité anormale...)
- ferait courir un risque de surmortalité chez les poissons : température de l'eau élevée, concentration en oxygène dissous faible, ...),

- serait impossible (assec, crue).

Dans ces cas, le titulaire devra informer la DR de l'OFB dès que possible et au plus tard le jour même des conditions particulières et/ou de sa décision d'annuler l'opération. Dans le cas où le jour de l'opération d'échantillonnage aucun agent de l'OFB n'est joignable via les moyens de communication à disposition pour acter l'annulation ou le maintien de l'opération du fait de conditions exceptionnelles, sans autre consigne préalablement définie par la DR, alors l'opération est annulée et reportée.

En outre, il doit proposer dans un délai d'une (1) semaine une reprogrammation et soumettre un planning réajusté en conséquence pour validation par la DR de l'OFB.

En cas d'impossibilité de réaliser l'échantillonnage (raisons exceptionnelles et justifiées) et en accord avec la DR de l'OFB en charge de l'exécution du lot, le titulaire pourra bénéficier du "forfait pêche électrique en cas de force majeure." Ce forfait inclut les charges directes que le titulaire aura mobilisées à cette occasion.

6.4 Réglage du matériel

Généralités

Le titulaire tachera d'apporter une attention particulière aux réglages électriques du matériel. L'ensemble des dispositions prises pour assurer un réglage adapté tant en termes d'efficacité de pêche, de reproductibilité que de bien-être animal devront être détaillée dans la proposition technique.

Informations à relever

En plus des informations générales relatives aux matériels de pêche à l'électricité et à ses principaux réglages (fabricant modèle, tension et/ou intensité, puissance), le titulaire aura en charge de renseigner des informations relatives au courant délivré si disponible (type de courant, fréquence).

Mesure optionnelle : mesure du champs électrique – prestation supplémentaire éventuelle – UO PSE1

Il est attendu par le candidat, dans le cas où celui-ci peut proposer dans sa méthodologie de réglage du matériel une mesure du champ d'attraction, de décrire le protocole employé, son expérience en la matière et l'intérêt de ce type de démarche.

Il pourra être demandé au titulaire de mettre en œuvre ce type de mesure si celui-ci la propose dans son mémoire technique et au BPU.

6.5 Fiches de terrain

Le titulaire utilise les fiches de terrain fournies en annexe du présent marché afin de reporter l'ensemble des informations recueillies lors des différentes phases de l'opération, à savoir :

- fiche de description de l'opération (fiche opération) comportant un espace pour la réalisation d'un schéma (annexe 5);
- fiches pour les mesures individuelles des poissons et pour les mesures par lot le cas échéant (annexe 6) ;
- fiche de description des points d'échantillonnage (spécifique aux pêches partielles par points) (annexe 7) ;
- fiche de description des transects (annexe 8).

Ces fiches devront être intégralement remplies de façon lisible pour chaque opération d'échantillonnage. Une attention particulière sera à apporter au remplissage des champs commentaires et observations qui devront également être renseignés. Par ailleurs, il n'est pas exclu des évolutions, à la marge, des fiches de terrain, en lien avec son ergonomie, l'évolution des besoins techniques ou les évolutions de l'outil ASPE.

Dans le cas où d'autres supports devaient être utilisés, l'ensemble des informations des fiches opérations OFB devront y figurer. Ils devront également être décrits dans la proposition technique et feront l'objet d'une validation par la DR. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger au titulaire du marché de se conformer à une saisie sur les fiches de terrain (papier) produites par l'OFB.

Mortalité

Comme indiqué dans le paragraphe dédié au bien-être animal, il sera demandé au titulaire de relever le nombre de poissons morts suite à l'opération. Les fiches opérations proposées permettront de renseigner et tracer cette information.

Fiche point de prélèvement (par campagne)

Si la DR le juge nécessaire, il sera demandé au titulaire de compléter la fiche point de prélèvement initialement établie (cf. article 5.3) et, de la mettre à jour à chaque campagne avec les informations suivantes :

- les photos de localisation prises le jour de l'opération (cf. article 8.2),
- un schéma du point de prélèvement, décrivant brièvement le milieu (faciès, zone non pêchable / pêchable, obstacles, ripisylve...). Dans le cas d'une pêche partielle par points, le schéma devra

être effectué avant l'échantillonnage. Ce schéma comportera les zones pêchables ainsi que la répartition et le nombre de points dans les différentes zones conformément aux recommandations du guide pratique (ONEMA, 2012 – annexe 12).

6.6 Organisation des ateliers d'échantillonnage et de biométrie

Organisation générale

Pour chacun de ces ateliers, un référent technique devra être désigné. La responsabilité technique de l'échantillonnage et de la biométrie peut être confiée à la même personne. Toutefois, si le chantier de biométrie est réalisé en parallèle à l'échantillonnage, un second référent technique doit être désigné obligatoirement afin qu'il y ait en permanence un référent technique présent sur chacun des chantiers (échantillonnage, biométrie).

Atelier « échantillonnage »

Le prestataire doit se conformer aux préconisations du guide pratique (ONEMA, 2012) et aux prescriptions de l'arrêté du 2 février 1989 relatif aux installations de pêche à l'électricité. Selon la méthode d'échantillonnage appliquée, le nombre d'opérateurs participant au chantier est variable. Le nombre d'opérateurs nécessaire pour la réalisation de l'échantillonnage sensu stricto (hors biométrie et relevés de données complémentaires) est au minimum égal à celui précisé dans le guide pratique (ONEMA, 2012).

Un référent technique « échantillonnage », expérimenté et compétent (cf. article 10.2), doit être désigné et est garant de la bonne application du protocole ainsi que du respect de la sécurité du personnel.

Atelier « biométrie »

Un référent technique « biométrie », expérimenté et compétent (cf. article 10.2), doit être désigné et est garant de la bonne détermination des poissons. Le chantier de biométrie est organisé de façon à faciliter la manipulation des poissons afin d'optimiser leur survie et la qualité de l'information recueillie.

Les poissons capturés ne pourront être relâchés qu'une fois la réalisation de l'échantillonnage terminée (en particulier si la biométrie est réalisée en parallèle à l'échantillonnage).

Le traitement des échantillons couvre l'identification taxonomique, le dénombrement et le mesurage des paramètres biologiques (taille et poids).

6.7 Spécificités de l'atelier « biométrie »

Détermination

L'ouvrage de référence pour la détermination est le guide « Les poissons d'eau douce de France » (KEITH P., POULET N., DENYS G., CHANGEUX T., FEUNTEUN É. & PERSAT H. (coord.) 2020.). La détermination se fait au niveau requis, soit majoritairement à l'espèce. Toutefois dans le cas d'espèces d'un même genre présentant des caractéristiques physiques peu différenciées, la détermination s'effectuera au genre notamment pour les chabots, épinoches, goujons, loche (genre *Barbatula*), vairons.

Si la détermination au niveau requis est impossible (ex : spécimen inférieur à la taille minimale, spécimen en mauvais état, taxon difficilement identifiable sur le terrain, etc.), elle devra se faire au niveau taxonomique immédiatement supérieur obtenu avec certitude. Le titulaire devra se conformer aux règles de l'OFB vis-à-vis de ces pratiques. Celles-ci pourront également évoluer ou être précisées en cours de marché.

Les codes utilisés pour décrire les taxons (fiches terrain, saisie ASPE, photos, ...) doivent être conformes aux codes alternatifs (3 caractères) du référentiel « Appellation de taxons » du SANDRE.

Gestion des poissons

Les poissons sont triés par taxon et par classe de taille pour faciliter leur mesure. Tous les poissons capturés doivent être identifiés et dénombrés. Tous les poissons capturés doivent être mesurés individuellement ou par lot (les modalités de mesure et les recommandations correspondantes sont définies dans le guide pratique (ONEMA, 2012)). La longueur mesurée au millimètre près est la longueur totale du poisson. Les mesures sont effectuées à l'aide d'un ichtyomètre (précision millimétrique) de taille adaptée.

Pour les taxons dont les effectifs sont importants (généralement plusieurs centaines d'individus) et/ou en particulier pour les petits individus, il est possible et recommandé, après identification individuelle, de procéder à la mesure et à la pesée par lots. Chaque lot comprend des individus d'une seule et même espèce. Une attention particulière est portée à l'homogénéité (en taille) des lots constitués. La pesée est effectuée au gramme près à l'aide d'une balance étalonnée régulièrement. Une vérification de la balance via un poids étalon pourra être réalisée. Le poids employé, les résultats et le moment de la vérification pourront être notés sur la fiche de terrain.

Les différents types de lots préconisés ainsi que les modalités de mesure et les recommandations correspondantes sont définies dans le guide pratique (ONEMA, 2012).

De manière systématique, si plusieurs passages sont effectués (cas des pêches complètes) ou si un sous-échantillon complémentaire a été effectué en plus du sous-échantillon représentatif (cas des pêches partielles par points), il est indispensable de distinguer les poissons capturés sur ces passages ou sous-échantillons pour la biométrie et ultérieurement pour la saisie.

6.8 Collecte de données et d'informations complémentaires après l'échantillonnage

A la suite de l'échantillonnage de poisson, le titulaire relève sur le terrain, le jour de l'opération, les informations non relevées avant l'inventaire, mentionnées dans la fiche opération fournie en annexe 5 (cf. article 6.5) du présent marché.

Ces informations complémentaires sont de type :

- localisation du point de prélèvement,
- mesures des caractéristiques physiques du milieu,
- mesures physico-chimiques.

L'ensemble des mesures sont réalisées directement *in situ* en utilisant un matériel parfaitement fonctionnel et adapté aux caractéristiques physiques du point de prélèvement.

6.9 Collecte d'échantillons de poisson pour le suivi des substances dans le biote

L'échantillonnage du biote est demandé par la DCE dans le cadre des programmes de surveillance chimique. La réalisation de ces prélèvements a pour objectif la surveillance des substances prioritaires et dangereuses prioritaires dans la matière vivante. Les campagnes de pêche, réalisées pour la caractérisation de l'état écologique des masses d'eau, sont mises à profit pour prélever les poissons et permettre l'analyse des contaminants chimiques dans le biote en complément d'autres approches (mise en cage de gammarex...).

Le titulaire devra procéder aux prélèvements et aux actions connexes (remplissage d'une fiche de terrain qu'il aura imprimé, réalisation de mesures *in situ* et de mesures biométriques, etc.) conformément au protocole du guide d'échantillonnage AQUAREF (annexe 9). Ces échantillons seront ensuite transmis au titulaire du marché inter-agence d'analyse (laboratoire) géré par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Les consignes liées au matériel servant au conditionnement, à l'étiquetage, ainsi qu'aux conditions de transport seront de la responsabilité du laboratoire en charge des analyses et seront fournies aux titulaires avant le début de la campagne d'échantillonnage. La liste du matériel fourni par le laboratoire d'analyse est décrite en annexe 9 et 10 suivant les recommandations d'AQUAREF, notamment une glacière et des plaques eutectiques.

Ces éléments seront fournis au moins une (1) semaine avant la première pêche ciblée. Attention les échantillons devront être transportés dans des conditions de température inférieure à 8°C et devront être stockés dans un congélateur à -18°C dans un délai de 24h après le prélèvement.

Le titulaire devra transporter autant que possible les échantillons, le soir-même, en respectant les recommandations du guide AQUAREF :

- soit en direction régionale (site à définir avec le référent du marché),
- soit dans ses propres locaux si celui-ci dispose d'un congélateur domestique adapté (place disponible, fonctionnement correct, ...) sous réserve du respect des règles définies dans le guide AQUAREF.

Les modalités de conservation temporaire des échantillons et d'envoi seront à définir lors du lancement du marché en concertation avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (en charge du marché inter-agence d'analyses) et la DR de l'OFB.

ARTICLE 7 - SECURITE DU PERSONNEL, RISQUE SANITAIRE ET BIEN-ÊTRE ANIMAL

7.1 Sécurité du personnel

Le titulaire prendra toutes les précautions et dispositions nécessaires lors des différentes interventions afin d'assurer la sécurité de son personnel. Outre les dispositions présentées ci-dessous, le candidat précisera dans son offre l'ensemble des mesures prises pour assurer la sécurité des personnes intervenant lors des opérations effectuées au titre du présent marché.

Il est souligné que l'OFB ne saurait être tenu pour responsable en cas de manquement aux obligations de sécurité du titulaire du marché. L'OFB se réserve le droit d'appliquer des pénalités voire de rompre le contrat dans le cas de manquement aux règles de sécurité.

Cadre général de sécurité

Les équipes intervenant sur le terrain respecteront les consignes de sécurité relatives à l'utilisation d'un équipement de pêche à l'électricité, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 2 février 1989 et à la norme EN 14011 (juillet 2003). Une équipe devra comporter au minimum 2 personnes ayant suivi une formation pour administrer les premiers soins aux victimes d'accident électrique, y compris la pratique de la respiration artificielle.

Pour les interventions nécessitant l'utilisation d'un bateau il conviendra de respecter les consignes de sécurité relatives aux travaux nautiques. En particulier, le port de gilets de sauvetage pour le personnel embarqué est obligatoire.

Le candidat décrira également le type d'habilitation électrique de ses collaborateurs en fonction des postes occupés et les justifiera.

Point de prélèvement particulier

Certains points de prélèvement peuvent être localisés sur des cours d'eau susceptibles de subir de brutales montées des eaux en raison de la présence d'ouvrages hydroélectriques. Si la situation le nécessite, le prestataire devra prendre contact avec le gestionnaire des ouvrages pour garantir la réalisation de l'opération de terrain en toute sécurité (réalisation de convention information-sécurité par exemple).

7.2 Risque sanitaire

Le candidat exposera dans son offre l'ensemble des mesures prophylactiques mises en œuvre pour limiter les transferts d'espèces exotiques et d'agents pathogènes d'un milieu aquatique à un autre. Les différentes situations rencontrées pourront être détaillées. Certaines mises en œuvre peuvent nécessiter la transmission d'informations de la part du pouvoir adjudicateur. Celles-ci devront être précisées.

7.3 Bien-être animal

Gestion des individus pêchés

Il est impératif de prendre en compte l'intégrité physique du poisson et d'éviter tout risque de lésion lors de sa capture et de sa manipulation. La prise en compte et le respect du bien-être animal est essentiel dans la pratique de la pêche scientifique à l'électricité et devront être décrites dans l'offre technique du candidat.

S'il n'est pas mentionné dans l'autorisation préfectorale que le matériel biologique sera sacrifié à des fins scientifiques, les spécimens prélevés devront être remis à l'eau dans un secteur calme à proximité de leur zone de capture, après identification et mesure, une fois l'opération terminée, à l'exception des spécimens morts et des espèces dont l'introduction en eau douce est interdite en application de l'article L432-10 du code de l'environnement.

Comme indiqué à l'article 6.3, les prélèvements pourront être reportés si les conditions météorologiques sont susceptibles d'entraîner une surmortalité piscicole.

Anesthésie, abatage et destruction

En lien avec la bonne mise en œuvre des mesures biométriques, les modalités d'anesthésie des individus devront être détaillées dans le mémoire technique (pour quels taxons, individus, protocoles, etc.). L'objectif de cette pratique est rappelons-le la limitation du stress des individus.

Les modalités d'abatage et de destruction des espèces dont l'introduction en eau douce est interdite en application de l'article L432-10 du code de l'environnement devront également être décrites dans le mémoire technique du candidat.

Photographies des poissons en aquarium

Pour l'ensemble des photographies de poissons (exception faite de certaines prises de vue : grands individus, partie du corps nécessitant au poisson d'être hors d'eau, ...), il sera demandé au titulaire de réaliser des clichés en aquarium. Ces prises de vue permettent de limiter les manipulations des poissons et les temps de sortie de l'eau.

Exemple de photographie ci-dessous :



Pour plus d'information sur les modalités de prise de vue, se rapporter l'article 8.2.

Décompte des poissons morts

Un décompte du nombre de poissons morts, résultant de l'opération, sera à effectuer et renseigner sur les fiches opération ainsi que sur l'outil de bancarisation ASPE (lorsque ce dernier le permettra). Ce dénombrement ne prendra pas en compte les espèces dont l'introduction en eau douce est interdite en application de l'article L432-10 du code de l'environnement et qui seront détruites.

Mesure optionnelle : mesure de la concentration et de la saturation en oxygène dissous – UO PSE2

Il est attendu par le candidat, dans le cas où celui-ci peut proposer une mesure de la concentration et de la saturation en oxygène dissous avant le démarrage de l'opération de pêche, de présenter son matériel, son éventuelle métrologie, le protocole mis en œuvre et l'intérêt de ce type de démarche pour les chantiers de pêches à l'électricité.

Il pourra être demandé au titulaire de mettre en œuvre ce type de mesure si celui-ci la propose dans son mémoire technique et au BPU.

7.4 Conservation des sous-échantillons

Les sous-échantillons de poisson prélevés pour identification ultérieure (cf. guide pratique ONEMA, 2012) sont conservés pendant la durée du présent marché pour transmission à la demande de l'OFB. D'autre part, les photographies de ces individus ou d'une partie devront être faites et transmises à la DR de l'OFB.

ARTICLE 8 - LIVRABLES ATTENDUS

8.1 Compte-rendu succinct de terrain et fiche terrain

Au maximum deux (2) semaines après la fin de la semaine civile comportant au moins une opération, le titulaire devra transmettre à la DR de l'OFB :

- Un compte-rendu tel que présenté en annexe 11, portant sur les conditions de réalisation ou de non réalisation de l'échantillonnage, une ligne correspondant à une opération. Le compte-rendu portera sur l'ensemble des opérations de la semaine civile.
- Les scans des fiches terrain de la semaine au cours de laquelle au moins une opération a eu lieu. Les fiches devront être entièrement renseignées et comprendre un schéma descriptif du secteur échantillonné (fiche opération). Pour le schéma le niveau de détail attendu est fonction de la complexité mésologique du site et du type de protocole employé. Ces fiches seront numérisées au format PDF pour transmission à la DR de l'OFB.

Les fiches terrain seront regroupées et scannées par opération. Elles comprendront dans l'ordre les fiches : opération, point de prélèvement (si protocole de pêche par point), biométrie, transects. Chaque scan sera renommé avec le code station SANDRE, la date de l'opération au format AAAAMMJJ et le terme « fiches-terrain ».

Exemple : 01020000_20190131_fiches-terrain

Toutes modifications des fiches terrains, une fois transmise, devra faire l'objet d'un nouvel envoi. Les fiches de terrain devront dans tous les cas être transmises au plus tard en même temps que les données brutes.

- La fiche du point de prélèvement (incluant un schéma et les photos de l'opération) mise à jour au format PDF pour transmission à la DR de l'OFB concernée. En cas de pré-visite la fiche du point

de prélèvement (initié ou actualisé) sera également à transmettre dans le même délai que pour une opération (i.e. deux (2) semaines après la fin de la semaine civile de la pré-visite).

Dans le cas où des correctifs sont apportés aux fiches de terrain ou à la fiche du point de prélèvement (à l'initiative du titulaire ou suite à l'identification d'erreur par l'OFB), le titulaire s'engage à fournir les fiches corrigées avant le 31 mars de l'année N+1.

Validation

La validation du compte-rendu succinct de terrain par la DR de l'OFB concernée intervient dans un délai d'un (1) mois suite à leur fourniture par le titulaire.

La validation des autres documents par la DR de l'OFB, intervient au plus tard avant le 31 mars de l'année N+1.

Passé ces délais, la décision du pouvoir adjudicateur est réputée acquise.

La DR de l'OFB concernée se réserve le droit de demander aux prestataires des informations complémentaires voire même le renouvellement de l'opération si les conditions de sa réalisation ne sont pas jugées conformes ou satisfaisantes. Ce renouvellement de l'opération sera dans un tel cas effectué aux frais du prestataire.

8.2 Photographies

Au maximum deux (2) semaines après la fin de la semaine civile comportant au moins une opération, le titulaire devra transmettre à la DR de l'OFB les photos de localisation et de poissons.

Photos de localisation

Les photos du point de prélèvement (cf. article 6.3 du CCTP) seront mises à disposition dans le même temps. Chaque photo sera renommée avec le code station SANDRE, la date de l'opération au format AAAAMMJJ, la limite (amont, aval) ou secteur (accès, biométrie, mise à l'eau) et le type de prise de vue (amont, aval). Le nom devra impérativement respecter la nomenclature suivante :

0XXXXXXX_AAAAMMJJ_limite_vue.jpg

Exemples :

- 01020000_20190131_lim_amont_amont.jpg
- 01020000_20190131_lim_aval_amont.jpg
- 01020000_20190131_acces.jpg

Si deux photos pour une même prise de vue s'avèrent nécessaires, alors un incrément ou un mot décrivant l'élément différenciant, sera à ajouter en fin de nom de la photo.

Exemple : 01020000_20190131_acces_champs ou 01020000_20190131_acces_2

Il est rappelé que les photos doivent permettre de situer les limites et fournir des informations sur la localisation du point de prélèvement. Le recul devra être suffisant pour permettre d'identifier les deux berges (ou des parcelles riveraines) et des repères visuels (arbres, particularités en berge, ...). Une des photos devra également permettre de traduire les conditions de turbidité du jour.

Photos de poissons

Pour chaque opération, une photo numérique (résolution : minimum 3 mégapixels ; format : JPG) de chacune des espèces identifiées sera prise. La photographie doit être faite en vue latérale gauche, les nageoires impaires doivent être déployées, les écailles doivent pouvoir être dénombrées et une échelle doit permettre d'apprécier la taille du spécimen.

Comme indiqué dans le paragraphe dédié au bien-être animal, la prise de vue sera faite en aquarium (sauf cas particuliers).

Pour les taxons présentant des difficultés de détermination (cypriniformes) il sera demandé au prestataire de prendre des photos du stade juvénile et adulte si les deux ont été contactés.

Pour les lamproies métamorphosées, il est attendu une prise de vue du disque buccal.

Chaque photo sera obligatoirement renommée avec le code station SANDRE, la date de l'opération au format AAAAMMJJ, le code alternatif à 3 caractères de l'espèce suivi par toute autre information telle que le stade de développement (uniquement si juvénile, indiqué JUV), la partie du corps du poisson (DD pour disque buccal, dénomination libre pour les autres parties),

Ci-contre la nomenclature à respecter : 0XXXXXXX_AAAAMMJJ_TAX_Stade_Partie_Incrément.jpg

Exemples :

- 01020000_20190131_ANG.jpg
- 03252000_20220618_LPP_DD.jpg
- 04526000_20240812_GAR_JUV.jpg
- 04526000_20240812_GAR_JUV-2.jpg (si 2 photos pour un même poisson ou taxon/stade)

Validation

La validation des photos intervient au plus tard avant le 31 mars de l'année N+1.

Passé ces délais, la décision du pouvoir adjudicateur est réputée acquise.

La DR de l'OFB concernée se réserve le droit de demander aux prestataires des informations complémentaires.

8.3 Modalités de restitution des livrables

L'ensemble des livrables seront mis à disposition de l'OFB par l'intermédiaire d'un FTP ou d'une plateforme d'échange gérée par le prestataire et maintenu pour toute la durée du marché. Ces modalités devront être validées par la DR de l'OFB. Tout dépôt de fichier sur un FTP devra être accompagné d'un message informant la DR de l'OFB concernée.

Concernant les photographies, il pourra être demandé au titulaire de réaliser un dépôt sur une plateforme dédiée. Dans ce cas il devra se conformer aux prescriptions de dépôt.

8.4 Intégration des données - ASPE

Modalités d'intégration

L'outil de saisie des données piscicoles et environnementales est ASPE (application de saisie des données piscicoles et environnementales). L'accès à cette application web (<https://aspe.eaufrance.fr/aspe-web/login.xhtml>) s'effectue grâce à une authentification. Les accès à l'outil sont à demander à l'équipe d'assistance de l'outil ASPE à l'adresse mail suivante : assistance.aspe@ofb.gouv.fr et doivent être dûment justifiés (surveillance piscicole DCE cours d'eau). Pour davantage d'information sur l'outil, se reporter au guide utilisateur disponible en annexe 13.

L'intégralité des informations mentionnées dans la fiche opération (exception faite de certains champs non intégrables à ASPE) devront y être renseignées.

L'intégration des données à l'outil ASPE pourra s'opérer de deux façons :

- Via la saisie directe dans l'outil.
- Via la fonctionnalité d'import en masse. Dans ce cas, c'est au titulaire de prendre connaissance des formats d'import, de remplir les fichiers d'import (fichiers pivots) et de réaliser l'import en masse dans l'outil ASPE. Il devra ensuite mener à bien les vérifications et étapes de qualifications nécessaires à la validation des données. Pour toute information complémentaire à ce sujet, se rapprocher de l'assistance utilisateur ASPE (assistance.aspe@ofb.gouv.fr).

Les saisies sur ASPE devront être terminées au plus tard le 31 janvier de l'année n+1 (n étant l'année où les opérations ont été réalisées). La DR en charge de la gestion du lot devra être informée par mail de la fin des saisies. Un tableau récapitulatif, tel que l'export disponible dans ASPE « listing opération » pourra être demandé par la DR pilote du lot.

Des demandes d'exports de la part de la DR pilote du lot, au titulaire du marché, pourront être formulées à tout moment du marché afin de suivre l'avancement des saisies. Ces demandes ne pourront faire l'objet d'une compensation financière.

Formation à ASPE

Aucune formation obligatoire n'est nécessaire pour accéder ou utiliser l'outil. Cependant, l'OFB organisera pour les utilisateurs volontaires, des demi-journées techniques. Ces demi-journées auront vocation à échanger sur l'outil, prendre en compte certains besoins. Ces temps d'échange ne feront pas l'objet d'une compensation financière et ne sont pas inclus dans les pièces financières du présent marché. Pour connaître les dates à venir, se rapprocher de l'assistance utilisateur d'ASPE : assistance.aspe@ofb.gouv.fr

Validation des données

La validation des données brutes par la DR de l'OFB concernée intervient au plus tard le 31 mars de l'année n+1. Passé ce délai, la décision du pouvoir adjudicateur est réputée acquise.

Jusqu'à cette date le titulaire pourra être sollicité pour corriger les données saisies (et si nécessaire les fiches terrain selon les procédures de contrôle qualité qui lui sont propres). Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de décider d'ajourner l'admission des prestations, de les rejeter ou d'appliquer des réfections.

ARTICLE 9 - ECHANGES AVEC L'OFB

Dès la notification du marché, la DR de l'OFB, désigne l'interlocuteur référent du marché parmi ses agents, en charge de la mise en place et du suivi de l'exécution dudit marché.

Le titulaire du marché désigne dans son offre technique un chef de projet qui devient l'interlocuteur référent, en charge de la mise en place et du suivi de l'exécution dudit marché.

Modalités d'échange et disponibilités

Le moyen privilégié d'échange quotidien entre la DR de l'OFB en charge de l'exécution du marché et le titulaire reste la correspondance écrite, mail de préférence. Les échanges oraux sont recommandés pour fluidifier les échanges, toutefois toute décision prise oralement doit se traduire par une retranscription écrite.

Pendant l'ensemble des opérations de terrain, l'OFB ne peut être tenu pour responsable si le référent du marché de l'OFB ou tout autre agent de la DR compétent sur le sujet de l'exécution du marché et des inventaires piscicoles n'est pas joignable en dehors des différents délais décrits dans le document.

Réunions spécifiques au suivi du marché

Ces réunions (prévisionnelles) se tiendront dans les locaux de la DR de l'OFB, ou si la DR le souhaite sur un autre site. Dans ce cas le titulaire du marché devra valider le site où se tiendra la réunion. Ce type de réunions concerne :

- la réunion de lancement du marché avant le début de la campagne de pêche pour l'examen du programme de travail ;
- les réunions de bilan annuel et de perspectives (1 réunion en début d'année N+1), intervenant après la remise des livrables serviront à réaliser le bilan de la campagne (difficultés rencontrées, bilan des audits, informations sur les sessions d'échanges), échanger sur les résultats (1er trimestre de l'année n+1), le déroulement du marché et la programmation à venir ;
- la réunion bilan du marché intervenant avant la fin du marché, et visant à faire le bilan de la dernière campagne mais également le bilan sur toute la période du marché.

En résumé, un total de 5 réunions de suivi de marchés est attendu : après la notification du marché - réunion de démarrage / Début 2023, 2024, 2025 - réunions annuelles (bilan et perspectives) / Avant la fin marché - 1^{er} trimestre 2026 - Réunion bilan.

Ces réunions se dérouleront sur une durée d'une demi-journée maximum (hors déplacement). La prestation comprend la mobilisation d'un ou de plusieurs collaborateurs, à la discrétion du titulaire du marché et en accord avec la DR gestionnaire du lot.

Réunion d'échange et de concertation

A la demande de l'OFB, des réunions d'échange et de concertation pourront être organisées pendant toute la période couverte par le présent marché. Ces réunions font l'objet d'une ligne spécifique dans les pièces financières du marché.

Ces réunions se dérouleront sur une durée d'une demi-journée maximum (hors déplacement). La prestation comprend la mobilisation d'un ou de plusieurs collaborateurs en fonction des besoins et de l'organisation proposée par le titulaire du marché.

Supports et rendus

Pour les réunions précédemment décrites : suivi de marché, d'échanges et de concertation, le titulaire sera amené à exposer son programme de travail, le déroulement des prestations ou de tout autre sujet programmé à l'ordre du jour. Il est attendu du titulaire la réalisation :

- d'un support de présentation, sous forme de diaporama à présenter lors des réunions. Ce support peut être transmis en amont ou après la réunion à la DR pilote du marché, dans un délai maximal d'une (1) semaine ;
- d'un compte-rendu de réunion explicite, à transmettre à la DR pilote du marché dans un délai maximum d'une (1) semaine.

L'ensemble de ces prestations (dont la préparation) sont réputées incluses dans les unités d'œuvre relatives aux réunions des pièces financières du marché.

Echanges relatifs au fonctionnement courant du marché

Des échanges entre la DR pilote du lot et le représentant désigné du titulaire du marché pourront intervenir à tout moment du marché et se dérouler par téléphone, en visio-conférence ou en présentiel. Les modalités seront fixées d'un commun accord entre les parties prenantes. Ces échanges ne nécessiteront pas la réalisation par le titulaire d'un support de présentation ni d'un compte-rendu.

Cette prestation est réputée comprise dans le suivi général du marché et ne pourra faire l'objet d'une commande.

Réunion d'échange sur le terrain

Si la DR le juge utile, le prestataire pourra être invité à assister à une opération de terrain ou à se rendre sur un site d'échantillonnage afin d'échanger sur la pratique ou sur tout autre sujet inhérent au marché. La durée de cet échange (hors déplacement) ne pourra excéder une demi-journée. Il n'est pas attendu dans ce cadre de support de présentation ni de compte-rendu.

Utilisation de l'outil ASPE

Toute question relative à l'utilisation de l'outil ASPE, ainsi que toute anomalie de fonctionnement feront l'objet d'un message adressé au référent de la DR concernée ainsi qu'à l'assistance utilisateurs ASPE (assistance.aspe@ofb.gouv.fr). Une réponse sera apportée à l'utilisateur dans les meilleurs délais dès réception du courriel à la boîte électronique indiquée ci-dessus ou au référent.

ARTICLE 10 - QUALITE

10.1 Démarche qualité

Le candidat devra détailler l'organisation et les procédures qu'il se propose de mettre en place pour réaliser les prestations définies dans le présent CCTP. Le candidat y pointera les facteurs qui lui paraissent déterminants, après analyse des risques, pour assurer la qualité des données et indiquera

les mesures qu'il se propose de mettre en œuvre pour maîtriser ces facteurs. Une présentation de ces éléments est attendue dans la proposition technique du candidat.

Il est également attendu que le candidat précise son positionnement vis-à-vis d'une démarche d'accréditation (obtenue, en cours, à venir, non concerné). Ce positionnement ne sera pas limitant et ne constitue pas un motif de rejet.

10.2 Composition des équipes

Le titulaire s'engage à remplir sa mission à l'aide d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, pour réaliser les prestations prévues dans le présent marché. Le recours aux stagiaires et bénévoles doit être raisonné (1 à 2 par équipe fonction du nombre d'anode employé) et impérativement validé par la DR de l'OFB. Ils ne peuvent occuper des postes de référent ni des postes techniques (anodes, épuisettes) en l'absence de formation et/ou tutorat. L'OFB se réserve le droit d'exiger à ce que le nombre minimum de personnes attendues sur une opération soit occupé uniquement par du personnel salarié. La participation de stagiaires ou bénévoles reste toutefois possible et est à considérer comme un renfort à l'équipe de pêche.

Le titulaire veille en particulier à ce que les postes de référent technique soient conformes aux profils présentés lors de l'offre initiale. Chaque équipe de pêche devra comporter un référent pour l'échantillonnage et un référent pour la biométrie. Ces postes peuvent être occupés par la même personne dans le cas où la biométrie est effectuée consécutivement à l'échantillonnage. Conformément à l'arrêté du 2 février 1989, chaque personne désignée pour faire partie d'une équipe de pêche devra attester d'une formation sur les règles de sécurité à observer pour les opérations de pêche à l'électricité et sur les manœuvres à effectuer en cas d'accident. Les curriculums vitae des référents techniques (échantillonnage et biométrie) de chaque équipe de pêche seront joints à la proposition.

Tout changement des référents techniques en cours d'exécution des prestations requiert l'accord préalable de l'OFB. En l'absence d'une telle validation les opérations ne peuvent avoir lieu. Les demandes de modifications doivent parvenir autant que possible dans les deux (2) semaines avant le changement de référent. L'OFB ne pourra être tenu responsable des perturbations de programmation ou des annulations d'opération dans le cas où une candidature est invalidée de façon justifiée ou si l'OFB se voit dans l'incapacité d'apporter une validation dans un délai inférieur à deux (2) semaines.

10.3 Contrôle qualité

L'OFB réalisera des opérations ponctuelles de contrôles sur le terrain de façon à s'assurer du respect par le prestataire de l'ensemble des prescriptions du présent marché et des engagements pris par le

titulaire dans son mémoire technique. Ces contrôles feront l'objet d'un compte-rendu de contrôle dont le contenu sera partagé et soumis à validation au titulaire. le jour de l'opération. Dans le cas où le compte-rendu ne conviendrait pas au titulaire, une réunion pourra être organisée afin d'échanger sur les points de désaccord. Ces échanges pourront faire intervenir d'autres services que le service technique prescripteur (services administratifs régionaux ou nationaux, services techniques nationaux, ...).

ARTICLE 11 - EVOLUTION DES OUTILS ET METHODES

L'OFB se réserve le droit, en cours d'exécution du présent marché, de faire évoluer l'outil de saisie des données ou d'appliquer des évolutions de méthodes/protocoles relatives à la pêche scientifique à l'électricité. Si l'OFB le juge nécessaire, une formation ou mise à niveau des équipes du titulaire du marché pourra être entreprise.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES

Le titulaire s'engage à ne pas diffuser tout ou partie des résultats obtenus dans le cadre du présent marché. Si le titulaire venait à devoir utiliser tout ou partie des résultats obtenus dans le cadre du présent marché, il aura à récupérer les données validées sur les sites officiels de diffusion des données publiques (www.eaufrance.fr).

ARTICLE 13 - DOCUMENTS DE REFERENCE

- AQUAREF (2017) Conditionnement et transport des échantillons biote (poisson) en milieu continental (cours d'eau-plan d'eau) dans le cadre de la surveillance chimique des programmes DCE
- Arrêté du 2 février 1989 portant dérogation aux prescriptions des articles 11 et 16 du décret du 14 novembre 1988 pour l'utilisation des installations de pêche à l'électricité, disponible sur <http://www.legifrance.gouv.fr/>
- Arrêté du 17 octobre 2018 modifiant du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement disponible sur <http://www.legifrance.gouv.fr/>
- Arrêté du 19 octobre 2018 approuvant le schéma national des données sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement disponible sur <http://www.legifrance.gouv.fr/>
- INRS (2021) L'habilitation électrique - Démarche de prévention – ED 6127, 48 p

- KEITH P., POULET N., DENYS G., CHANGEUX T., FEUNTEUN É. & PERSAT H. (coord.) 2020. — Les Poissons d'eau douce de France. Deuxième édition. Muséum national d'Histoire naturelle, Paris ; Biotope, Mèze, 704 p. (Inventaires & biodiversité ; 18)
- NF EN 14011 (2003) Qualité de l'eau – Echantillonnage des poissons à l'électricité, norme AFNOR, 18 p.
- ONEMA (2012) Guide pratique de mise en œuvre des opérations de pêche à l'électricité dans le cadre des réseaux de suivi des peuplements de poissons. 24 p.
- XP T90-383 (2008) Qualité de l'eau – Echantillonnage des poissons à l'électricité dans le cadre des réseaux de suivi des peuplements de poissons en lien avec la qualité des cours d'eau, norme AFNOR, 30 p.